

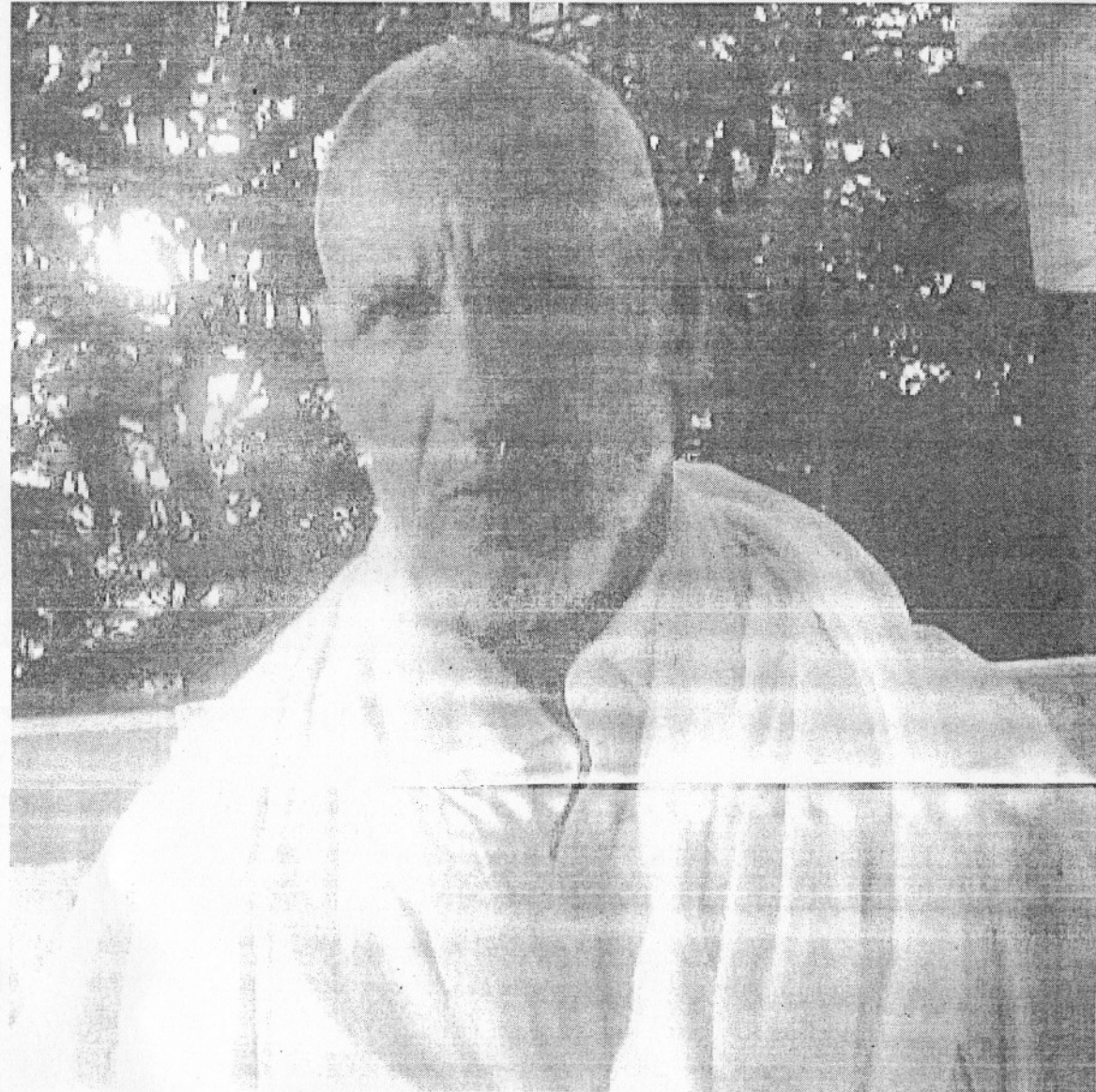
LE CALAME



JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 404 DU 06 AOÛT 2003 - 200 UM - 500 FCFA

Présidentielle 2003

Ould Haïdalla, le "sauveur"



Mohamed Khouna Ould Haïdalla, l'ancien chef de l'État (1979 - 1984), a annoncé vendredi dernier sa candidature pour l'élection présidentielle de novembre prochain. La nouvelle a sonné comme une bombe et a bouleversé les plans et calculs des différents acteurs de la scène politique.

Vendredi 1er août, aux alentours de 15h. Assis dans un bureau aménagé dans son domicile pour la circonstance, calme, le regard toujours fuyant, Mohamed Khouna Ould Haïdalla, seul, reçoit une poignée de journalistes. Il avait entre les mains une chemise bleue qui contenait des documents. Taciturne comme à son habitude, Ould Haïdalla, sans commentaire, remet à chacun des journalistes présents une copie de sa déclaration de candidature.

A peine une page, cette déclaration (lire en page 9), très politique, fait un diagnostic de la situation du pays caractérisée par une "grave crise politique qu'a révélé et accentué le réveil de la désastreuse culture des coups d'Etat". Comme remède à cela, Ould Haïdalla propose de conduire "une initiative politique majeure" destinée à sortir le pays de la crise, par la mise en place d'une "démocratie moderne et apaisée". Sans s'attaquer ouvertement au régime en place, la déclaration de Mohamed Khouna rend tous les chefs d'Etat responsables des malheurs du pays, à cause de la concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains.

Suite en page 3

Ould Haïdalla, le "sauveur"

Pour corriger cette situation, il propose un projet qui consiste à réviser la constitution et les lois organiques relatives aux partis politiques, à la presse, à la réduction du mandat présidentiel, à l'équilibre et à la séparation des pouvoirs... En plus de tout cela, il s'engage, lui qui se présente comme le "sauveur" de la démocratie, à faire un seul mandat de cinq ans au cours duquel il mettra en place les institutions dans le nouveau cadre institutionnel qu'il propose.

L'annonce de cette candidature a jeté tout le monde dans la campagne présidentielle. Le candidat Ould Haïdalla, qui a pris une longueur d'avance sur les autres, commence à mettre en place son staff de campagne et continue de recevoir les soutiens.

Le retour annoncé

Annoncée pourtant depuis le début de l'année 2003, la candidature de Mohamed Khouna Ould Haïdalla a surpris pas mal de monde. Elle est intervenue à un moment où presque plus personne ne s'y attendait. L'idée de cette candidature a été lancée il y a moins d'une année, à partir de l'étranger. C'était l'opposition en exil qui avait, la première, pensé à l'ancien président comme cheval de bataille de l'opposition à l'élection présidentielle. Après avoir été convaincu de reprendre du service politique (ce qui, apparemment, n'était pas facile pour un homme du désert plus à l'aise au milieu de ses chameaux), il avait contacté tous les dirigeants des partis d'opposition et quelques personnalités indépendantes pour leur faire part de son intention de se présenter à la présidentielle, à condition qu'il obtienne l'aval de tous.

Sans s'opposer ouvertement à sa candidature, les leaders de l'opposition ne montrent pas beaucoup d'enthousiasme

à s'unir autour de lui. Après l'effritement de l'opposition en France et après qu'un chef de l'opposition lui signifiât, au cours d'un entretien, son intention de se porter candidat, Ould Haïdalla prit la décision de contacter ceux qui s'étaient engagés en sa faveur pour leur dire qu'il se désistait. A ce moment, on pensait qu'il avait définitivement jeté l'éponge. Même le pouvoir, qui s'inquiéta un moment de la perspective d'une candidature Ould Haïdalla, arrive lui aussi à la conviction qu'il ne se présente plus. C'est d'ailleurs ce constat qui aurait amené le président Ould Taya à l'appeler au téléphone et à le rencontrer après une période de rupture relativement longue. Les deux hommes devaient se revoir pour "aborder les questions de fond". Cette rencontre n'aura finalement pas lieu à la date prévue, à cause de la tentative de coup d'Etat. Mais ils se sont tout de même parlé au téléphone au lendemain du putsch et auraient convenu de la nécessité de se rencontrer. A travers tout cela, on croyait que la relation entre Ould Taya et Ould Haïdalla allait se renforcer, ce qui éloignait l'idée que l'ancien chef d'Etat avait encore en tête de se porter candidat. Ce n'était qu'une fausse impression. Mohamed Khouna n'aurait jamais abandonné l'idée de se présenter. Il aurait tout simplement changé de partenaires. Au lieu de rester braqué sur l'opposition, il a préféré tâter un autre terrain, celui des mécontents du système qui ne sont pas allés à l'opposition. Ou peut-être même que ces mécontents ont, eux mêmes, fait l'effort d'aller vers lui. On ne sait pas en définitive qui est allé vers qui. Toujours est-il que la candidature de Ould Haïdalla est parrainée par plusieurs personnalités, dont l'homme d'affaires Haba Ould Mohamed Vall; l'ancienne figure de proue du Braith en Mauritanie et ancien ministre qui a appartenu au premier gouverne-

ment après le 10 juillet, Mohamed Yehdhih Ould Breïdelleil; le député d'Aleg et ancien directeur de la SNIM, Ismaïl Ould Amar qui a été désigné directeur de la campagne du candidat...

Une candidature pas très classique

La candidature de Ould Haïdalla a pris de court tout le monde et est en train de déstabiliser la classe politique, aussi bien au PRDS qu'à l'opposition. Par sa déclaration, le candidat a placé la barre très haut en inscrivant son action dans une logique carrément politique. Si on revient à cette déclaration, on s'aperçoit qu'elle propose une lecture globale et moderne de la situation du pays à laquelle on ne peut pas opposer la conception et l'exercice archaïques de la politique. En effet, Ould Haïdalla fait un constat clair et précis: tous les problèmes de la Mauritanie se résument, selon lui, à un problème de légitimité politique. Sans nier l'existence d'autres problèmes économiques et sociaux, il estime que l'essentiel est de résoudre la crise politique à travers des réformes constitutionnelles. Ce discours met dans l'embarras le gouvernement, qui ne propose que les réalisations de l'ère Maaouya (routes, projets, électrification, eau...). Même embarras pour une grande partie de l'opposition qui n'a d'autre discours que de nier l'existence et l'impact de ces réalisations.

Jusqu'à présent, Ould Haïdalla remplit tout l'espace. Les autres acteurs n'ont pas encore réagi. S'il réussit à maintenir cette posture, il pourra aller loin, très loin.